

LE MOUVEMENT NATIONAL AU MAROC

Nous avons déjà signalé à quel point la concurrence inter-impérialiste pour la conquête des colonies a pesé sur la conclusion de l'accord de protectorat qui permit en 1912 à la France de s'implanter au Maroc. Ce traité est la conclusion d'une intense lutte inter-impérialiste qui durait depuis 1902, où se trouverent impliquées l'Italie, la France, l'Espagne et l'Allemagne et qui, à plusieurs reprises s'approcha à deux doigts de la guerre. Finalement, le Maroc fut divisé en trois zones par le traité d'Algesiras: zone française, zone espagnole et zone internationale de Tanger. Comme en Tunisie et à un degré encore plus élevé, la concurrence internationale se poursuivit au Maroc sous le protectorat français, après la signature du traité. Entre les deux guerres et surtout depuis la dernière, vint s'ajouter l'ingérence américaine qui est loin d'être une des moindres. A ces causes d'instabilité il faut ajouter le caractère encore fortement féodal du Maroc, très relativement unifié. L'impérialisme français utilise les rivalités féodales internes et lorsqu'elles se retournent contre lui, il leur résiste au moyen d'un pouvoir central marocain entièrement entre ses mains et artificiellement représenté par les pouvoirs apparemment confiés au Sultan.

Le mouvement d'émancipation dominant actuellement au Maroc est le Parti *Istiqlal* (indépendance). Cependant le mouvement national est plus divisé qu'en Algérie et en Tunisie, et compte trois autres partis dont le plus important est le Parti Démocrate de l'Indépendance.

Les conditions particulières de la domination française au Maroc ont permis la constitution d'une couche marocaine privilégiée de caractère partiellement féodal dont les assises économiques reposent sur la propriété de vastes domaines agricoles et en partie moindre sur des intérêts dans les entreprises minières. Elle est pour une grande part composée de vizirs, pachas de la cour du Sultan, ou autorités locales féodalo-religieuses. Cependant, cette couche privilégiée étant appelée à défendre ses intérêts dans le cadre du capitalisme introduit par la domination impérialiste tend, au moins en partie, à évoluer vers des formes d'exploitation capitaliste. D'autre part, le Parti de l'Istiqlal est loin d'être son reflet direct et de représenter complètement les intérêts de l'ensemble de ceux qui la composent. Depuis qu'il est entré en lutte plus directe avec le gouvernement français et qu'il a vu celui-ci tenter de lui opposer certains potentats locaux, comme le pacha de Marrakech, il a entrepris une lutte sérieuse contre certains éléments féodaux en s'appuyant à fond dans ce but sur son accord avec le Sultan. Dans un important document récent, véritable livre blanc de l'indépendance marocaine, et dont le gouvernement français a interdit la diffusion, il traite ainsi les membres des confréries: « Les

charlatans, les mystificateurs, et les semeurs de discorde que l'esprit de rénovation religieuse et le mouvement patriotique national avaient réduits à néant ». Et plus loin, révélant un des aspects de ce qu'il appelle « le complot du général Juin » le document dit :

« Mobilisation des éléments rétrogrades et réactionnaires tels que certains chefs de confréries, certaines créatures coloniales ainsi que certains pachas et caïds soucieux avant tout de conserver leurs richesses et leurs privilèges acquis aux dépens de leurs administrés qu'ils pressurent, en profitant des attributions administratives, judiciaires et fiscales que l'administration française tient à leur maintenir pour les utiliser dans l'exécution de ses plans. »

En fait les dirigeants de l'Istiqlal sont pour la plupart des intellectuels auxquels les conditions de la domination française n'offrent aucun débouché, et qui aspirent à devenir l'équipe dirigeante, politique et administrative, d'un Etat marocain s'appuyant sur une nouvelle classe bourgeoise issue de la couche privilégiée semi-féodale en voie de décanatation. Ils cherchent visiblement à s'attacher, outre le Sultan et une partie de sa suite, la fraction de la couche privilégiée la plus propre à constituer une nouvelle bourgeoisie.

Ils ont conscience de la nécessité d'avoir à la disposition de leur lutte un parti fortement organisé et centralisé, prenant appui sur les masses. Cet objectif se trouve à la base même de la création de ce parti, mais c'est surtout depuis 1946 qu'il est entré en voie de réalisation. Ses dirigeants s'efforcent de former de nouveaux cadres et de donner au parti une structure lui permettant de plonger ses racines dans toutes les couches de la population. Mais il ne faut pas oublier que toute une partie du prolétariat, et surtout du prolétariat agricole, subit l'exploitation des gros propriétaires marocains, et qu'il en découle toute une série de contradictions que ce parti pourra difficilement résoudre s'il veut mener à bien la lutte d'émancipation.

Sur une base de départ bien plus arriérée que pour les deux autres pays d'Afrique du Nord, le mouvement national marocain traduit lui aussi à sa manière la nécessité pour les révolutions coloniales de joindre la lutte pour l'émancipation sociale à leur lutte nationale. Cette réalité apparaîtra avec encore plus de force lorsque dans un prochain article nous aborderons la question de l'unité du mouvement tant pour chaque pays que pour l'ensemble de l'Afrique du Nord, et encore plus quand nous examinerons l'aspect international de la lutte pour la libération en Afrique du Nord.

AVRIL 1952.